

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 37 (2000)  
**Heft:** 1427

**Artikel:** Le programme antiétatique du PS, Lugano 1982  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1026003>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 29.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Non merci!

*Le libelle de Blocher, passons. Ce n'est pas un point d'accrochage sérieux pour un débat historique et philosophique.*

*En revanche, une relecture du programme du parti socialiste révèle une autre conception de l'Etat que celle qu'on lui prête aujourd'hui.*

**M**ALGRÉ LA PAUVRETÉ intellectuelle du libelle de Blocher sur le socialisme, malgré ce mélange d'irrationalité et d'aplomb qui caractérise le bonhomme, certains voudraient que les socialistes acceptent le débat sur son terrain. En ce qui nous concerne, pas question, pour trois raisons.

Sur le thème général des dictatures brune et rouge, leur parenté dans le totalitarisme et le crime d'Etat, des auteurs ou des témoins autrement qualifiés ont porté la réflexion; David Rousset ou Hannah Arendt (voir encadré) ou Margarete Buber-Neumann qui eut le «privilège» de connaître les camps concentrationnaires de l'un et l'autre régime. Primo Levi, quand il s'adressait à des auditoires de lycéens, comme il aimait à le faire, était souvent interrogé sur ce sujet. Il a publié, en appendice à *Si c'est un homme...*, sa réponse mesurée, authentique. La réflexion sur l'histoire effrayante du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas épuisée pour autant. Mais elle se mènera avec des répondants qualifiés. Pas avec Christoph Blocher.

Sur le deuxième thème, historique, de l'attrance, du compagnonnage de route que les dictatures ont pu exercer,

les historiens poursuivent et poursuivront leurs mises à jour. Mais croire régler la question pour le parti socialiste à l'aide d'une seule citation de la *Berner Tagwacht*, c'est un procédé de malhonnêteté intellectuelle disqualifiant.

Il n'y a que le troisième thème qui pourrait être digne d'intérêt. Est-ce que l'étatisme peut faire le lit du totalitarisme? C'est un grand sujet de philosophie politique. Mais chez Blocher, ce qui frappe, c'est qu'il donne de l'Etat ou de la collectivité une image purement castratrice des libertés, lui opposant la créativité de l'individu s'affirmant grâce à l'économie de marché. Rien sur les contre-pouvoirs ou les équilibres de pouvoirs: ceux du fédéralisme, du partenariat social, du monde associatif. Etrange omission de la part d'un homme politique qui se veut «pur Suisse». Il identifie l'Etat à une sorte de père abusif contre lequel la révolte est légitime. Et par la révolte, on peut s'emparer de quelques-uns des attributs du père et devenir à son tour un chef, un chef légitime. Le monde politique est un monde où la composante psychologique est toujours forte. Mais chez Blocher, à l'évidence, elle précède et supprime la pensée réfléchie. ag

## Sur le chef

**C**HRISTOPH BLOCHER A cité, dans sa bibliographie, Hannah Arendt et sa réflexion sur *Le système totalitaire*. Espérons que cette définition du chef ne lui a pas échappé:

*[...] Le Chef est irremplaçable parce que toute la structure compliquée du mouvement perdrait sa raison d'être sans ses commandements. Désormais, en dépit des éternelles cabales de la clique intérieure et des incessantes mutations de personnel, en dépit de ce qu'elles accumulent en fait de haine, d'amertume et de ressentiment personnel, la position du Chef demeure assurée contre les chaotiques révolutions de palais, non pas en vertu de ses dons supérieurs, à propos desquels souvent son entourage immédiat ne se fait guère d'illusions, mais à cause de la conviction sincère et raisonnable de ce même entourage, que sans lui tout serait irrémédiablement perdu. [...]*

## Le programme anti-étatique du PS, Lugano 1982

**S**I LE LIBELLE blochérien a été généralement considéré comme de faible niveau, journalistes et porte-parole des partis bourgeois ont profité de l'occasion pour inviter le parti socialiste à revoir son programme jugé sectaire et trop étatique. Que les socialistes suisses fassent donc ce que MM. Blair et Schröder ont su faire! Cette invite relevant de la pensée toute faite, personne n'est remonté aux sources. Or le programme politique du PS adopté à Lugano en 1982 est, contrairement au programme précédent, (Winterthour, 1959) d'inspiration anti-étatique.

Quelques rappels. En 1976, au Congrès de Montreux, dans le brouhaha final des propositions de section, le Congrès décide, sauf erreur sur proposition de la section de Vevey, de mettre



## Un sondage contesté : des spécialistes s'expriment

AMI-MARS, LA publication des résultats d'un sondage sur l'antisémitisme en Suisse a fait grand bruit. A l'analyse, la méthode utilisée montre des faiblesses qui fragilisent les conclusions de cette enquête.

L'information a fait les gros titres de la presse – l'antisémitisme en hausse, des chiffres inquiétants, plus d'un million d'antisémites en Suisse – et les commentateurs n'ont guère pris la peine d'analyser la démarche et les résultats. C'est à la revue *Jüdische Rundschau* qu'on doit les premières critiques : le taux d'antisémites en Suisse se situe entre 7,5 et 9%, une proportion constante depuis plusieurs années. En cause, les critères choisis par l'institut GfS, chargé du sondage et de son analyse. Considérer que les Juifs utilisent à leur profit le souvenir de la Shoah, qu'ils disposent d'une influence trop importante et qu'ils sont plus loyaux à l'égard d'Israël que de la Suisse ne suffit pas à définir un antisémite. Sigi Feigel, président d'honneur de la communauté juive de Zurich, partage cette appréciation (*Tages Anzeiger*, 29 mars 2000) : il s'agit là de préjugés, voire de réserves à l'égard des Juifs et non d'une attitude hostile. Lui-même se souvient que, collègue à Lucerne, il trouvait que l'Eglise catholique y exerçait une trop grande influence ; il n'en a pas pour autant détesté les catholiques. L'important aux yeux de Sigi Feigel c'est qu'une écrasante majorité des personnes interrogées reconnaît la réalité de l'Holocauste ; il estime qu'on doit en perpétuer le souvenir, à l'école notamment.

Peter Atteslander, un sociologue suisse qui a fait toute sa carrière en Allemagne, rappelle que, quelles que soient les sociétés, les individus ont toujours vécu avec des préjugés (*Neue Zürcher Zeitung*, 31 mars). Il s'agit là d'une manière de se prémunir contre l'inconnu et de renforcer la solidarité du groupe. Il y a plus d'un demi-siècle, un chercheur a même découvert dans la population américaine des préjugés négatifs à l'égard d'un peuple fictif. Il ne suffit donc pas de déceler des préjugés mais encore faut-il comprendre dans quel contexte ils se développent et quelle signification ils prennent dans la vie quotidienne.

A confondre l'expression d'idées reçues avec l'antisémitisme, on ne rend pas service à la lutte nécessaire contre toutes les formes de racisme. *jd*

sur le métier un nouveau programme exprimant la «rupture avec le capitalisme». Une petite commission, écrivains et intellectuels, se voulant la gauche du parti, planche et élabore. En trois ans, elle produit un énorme pavé.

### L'autogestion comme solution

Quand le comité directeur en a connaissance, il reprend les choses en main et met au travail (décision, Congrès d'Interlaken) une commission plus équilibrée présidée par Peter Vollmer. Le texte sera approuvé à Lugano. Mais l'inspiration première a laissé de fortes traces, l'autogestion est présentée, sinon comme la solution unique, du moins comme un axe essentiel de réforme. D'où la tonalité anti-étatique.

A côté de l'influence autogestionnaire

et libertaire s'observe aussi la persistance d'un courant marxiste où l'Etat est analysé comme le défenseur des intérêts de la classe dominante et de ses privilèges. Ces accents, voir nos citations, surprendront aujourd'hui où toute critique de l'Etat ou de la bureaucratie est considérée comme une main tendue à la déréglementation néo-libérale. Même si le programme de Lugano est dépassé sur bien des points, il a le mérite, sur le sujet de l'Etat, d'inviter la gauche à des contre-propositions offensives. Dans tous les cas, le croire étatique est un contresens.

Pour la petite histoire, rappelons qu'à Lugano Yvette Jaggi rapportait en français à côté de Vollmer et que Ruth Dreifuss participait à la traduction trilingue simultanée, prenant les relais avec endurance. *ag*

## Le citoyen et l'Etat deviennent étrangers l'un à l'autre

«PENDANT UN SIÈCLE, par ses luttes au sein et en dehors des institutions démocratiques, le mouvement ouvrier a forcé l'Etat, malgré l'opposition d'une bourgeoisie privilégiée, à prendre en charge toute une série de tâches sociales.

Mais l'Etat est aussi devenu le pouvoir qui soutient les intérêts de l'économie privée. Il est forcé d'assumer les coûts sociaux des entreprises à la recherche de profit et il les répartit ensuite sur l'ensemble de la population, sans donner à celle-ci un droit de regard. L'accroissement du poids de la fiscalité, les atteintes croissantes à la liberté des citoyens, les limites placées aux possibilités d'action politique, ainsi que la centralisation croissante d'une bureaucratie anonyme (résultat de la concentration des pouvoirs dans l'économie) conduisent les citoyens et l'Etat à devenir étrangers l'un à l'autre.

Les droits populaires, conquêtes naguère révolutionnaires, ont été dévalorisés : l'Etat n'est plus dirigé par le pouvoir démocratique des urnes, mais, de plus en plus, par un cartel et d'élites et de fonctionnaires liés aux forces du marché. La crédibilité

des institutions démocratiques est remise en cause.

Beaucoup de gens ont à juste titre l'impression que l'Etat limite leur liberté tout en les laissant livrés à eux-mêmes dans un grand nombre de circonstances importantes de leur existence (taux hypothécaires, fermetures ou déplacement des entreprises, protection des locataires, places de travail).

Le sentiment qui en résulte d'être privé de moyens d'action, d'être à la merci d'un Etat anonyme, rend absentionnistes plus de la moitié de la population. Nos adversaires politiques en profitent pour accroître encore les privilèges dont ils disposent aux dépens des libertés et des conquêtes sociales naguère arrachées aux détenteurs du pouvoir.

La crise financière de l'Etat et son incapacité à utiliser efficacement les richesses privées en faveur du bien-être général mettent en danger les conquêtes sociales si chèrement acquises. L'Etat social doit être mis au service des citoyens en décentralisant l'administration et en la rapprochant des citoyens.»

PSS, Programme de 1982 (extrait).